



De qui s'AMOK-t-on?

Depuis l'épisode de Cortaillod en décembre 2023, le plan AMOK visant à mettre les élèves à l'abri est devenu familier pour la plupart des enseignant·es de Suisse romande. En tout cas dans la théorie...

Tiré du malais «amuk», le terme «amok» signifie une rage meurtrière incontrôlable... Il est évident que personne ne souhaite être confronté à un individu prêt à commettre un acte irréparable, hors de tout contrôle. Malgré tout, si cette situation se présentait, les professionnel·les de l'éducation devraient être prêt·es à réagir afin de mettre les élèves en sécurité et bien évidemment eux-mêmes et elles-mêmes par la même occasion.

Alors que dans certains cantons, les procédures à suivre sont transmises chaque année aux établissements depuis une quinzaine d'années, d'autres ont pris plus de temps pour former ou informer les enseignant·es, les directions d'établissement ou toute personne travaillant dans une école. L'épisode anxigène de Cortaillod a rappelé l'importance d'être correctement préparé·e afin d'adopter les bons gestes et les procédures idoines.

Ce weekend, j'apprenais en visionnant le 19h30 que les procédures et recommandations avaient évolué dans certains cantons. Alors que j'avais appris qu'il fallait se mettre à l'abri et éviter toute initiative personnelle pouvant aggraver la situation, je découvre que dans certains cantons, il faudrait dorénavant tout d'abord fuir et

en dernier recours, faire face et résister! Je ne vais bien évidemment pas remettre en question l'analyse pertinente et les décisions concertées des professionnel·les de la sécurité sur un petit territoire romand de même pas 10'000 km², mais quelques questions me taraudent l'esprit. Tout d'abord, quelle est ma fonction exacte dans une école? Infirmier, psychologue, concierge, nutritionniste, pompier, policier, un super-héros capable de tout faire!? Simplement un enseignant à qui on en demande parfois beaucoup et qui fait de son mieux.

Ensuite, qu'en est-il de la responsabilité de chacune, confronté·e à une situation jamais rencontrée et particulièrement anxigène? Pourrait-on en vouloir à quelqu'un qui n'a pas résisté? Enfin, je m'interroge sur la disparité entre les cantons! Comment expliquer les différences de réactions attendues pour une même situation sur un si petit territoire... Les enseignant·es, les élèves, ont-ils, ont-elles des compétences différentes en course à pied, en capacité à se cacher ou en arts martiaux en fonction du lieu où ils-elles vivent? Pour un dossier aussi important, une absence d'harmonisation est une réelle aberration.

David Rey, président du SER



Pétition

Une pétition nationale adressée au SEFRI – Secrétariat d'État à la Formation, à la Recherche et à l'Innovation – a été lancée pour le retour de l'enseignement du français dans le programme des écoles de commerce. Des pétitionnaires ont relevé que le passage aux compétences opérationnelles dans les plans d'études risque fortement de diluer les connaissances. Selon certain·es enseignant·es, la baisse de la maîtrise de la lecture, de l'écriture, de la compréhension de texte, de l'orthographe et de la grammaire est constatée depuis quelques années. Les autorités et le SEFRI ont de leur côté précisé qu'ils ne disposaient actuellement d'aucune information permettant de conclure à une baisse de niveau dans l'enseignement du français. Le comité du SER discutera lors de sa prochaine rencontre d'une éventuelle prise de position. (dr)

Formation continue

Sur proposition de la Conférence suisse de la formation continue (CSFC), le Comité de la CDIP a décidé de faire réviser un état des lieux sur les effets de la loi sur la formation continue (LFCo). Le but est avant tout de mettre en évidence les changements survenus dans le domaine de la formation continue des adultes depuis l'entrée en vigueur de la LFCo et la mise en œuvre des mesures.

L'état des lieux sera surtout consacré aux perspectives et à l'utilité de la formation continue du point de vue des cantons. Dans le contexte actuel marqué par le manque de personnel qualifié et la question migratoire, ce document mettra aussi en lumière les marges de manœuvre et possibilités stratégiques que les cantons n'ont pas encore exploitées dans le domaine de la formation continue des adultes. (dr)

Oser l'échange

Le mercredi 26 mars 2025, à Bienne, Movetia et proEdu vous invitent à participer à une journée sur une thématique récurrente et abordée lors de la Journée suisse de l'éducation 2023: l'exercice de la citoyenneté en classe. Un invité spécial, Thomas Ketter du Zentrum für politisches Bildung (ZpB), ouvrira cette rencontre en présentant son travail pour l'éducation à la citoyenneté dans l'étonnant système scolaire plurilingue luxembourgeois. La suite de la journée sera rythmée par des ateliers durant lesquels des écoles de toute la Suisse partageront leur pratique

citoyenne inspirante. Différentes associations et organisations seront aussi présentes pour proposer du matériel didactique et des ateliers adaptés aux écoles sur notre Marktplatz: J'aime ma Planète, Campus Demokratie, Fédération Suisse des Parlements des Jeunes, PROJEKT CH+ et bien d'autres.

Cette journée est ouverte aussi bien aux enseignant·es, directeurs ou directrices d'école, qu'aux membres d'une HEP ou d'une autorité scolaire.

(dr)

Chiffre du mois: 1

En franc, c'est le prix symbolique demandé par l'École suisse de ski (ESS) de Genève (grâce à des partenariats) pour une journée tout compris: transport, skis et chaussures, forfait, repas de midi et bien sûr les cours de ski/snowboard donnés par des moniteurs et monitrices de l'ESS Genève.